



Ju 31. 2

LOI

Relative à l'avancement des Gens de mer, en paye & en grade, sur les Vaisseaux de l'Etat.

Donnée à Paris, le 7 Janvier 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi constitutionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir : SALUT.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
du 31 Décembre 1790.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Nul ne pourra être embarqué comme Mouffe avant l'âge de dix ans. Il y aura deux payes de Mouffe ; la haute paye ne sera accordée qu'au Mouffe âgé de quatorze ans, & qui aura douze mois de navigation.

II. Nul ne pourra être embarqué comme Novice avant l'âge de seize ans accomplis. Il ne pourra être fait Matelot qu'après

douze mois de service de Novice, sauf l'exception portée dans l'article suivant, & seulement lorsqu'il aura été jugé bon Matelot par le Capitaine du vaisseau sur lequel il aura fait sa dernière campagne de Novice.

III. Tout Mouffe, à l'âge de seize ans accomplis, sera Novice de droit; & s'il avoit alors vingt-quatre mois de navigation, & qu'il fût jugé bon Matelot, on pourra lui en donner le titre & la paye. Cet avancement ne pourra être fait que par le Capitaine du vaisseau sur lequel il aura fait sa dernière campagne de Mouffe.

IV. Tout homme ayant dix huit ans, & six mois de navigation comme Novice, soit sur les vaisseaux de l'Etat, soit sur les bâtimens de commerce, ne pourra être appelé que comme Matelot.

V. Il y aura trois payes de Matelot. Ils commenceront par la basse paye, & ne pourront être avancés d'une paye à l'autre, qu'ils n'aient fait douze mois de navigation sur les vaisseaux de l'Etat, dans la paye immédiatement inférieure. Les Matelots ne pourront obtenir que par leurs bons services, l'avancement dont leur temps de navigation les rendra susceptibles.

VI. Les Matelots qui, sans avoir servi pour l'Etat, auroient, depuis l'âge de seize ans, quatre ans de navigation pour le commerce, seront appelés au service public, à la seconde paye de Matelot.

VII. Nul ne pourra être fait Officier-marinier, de quelque classe que ce soit, s'il n'a douze mois de navigation à la haute paye de Matelot.

VIII. Ceux qui auront été employés pendant une année en qualité de Maîtres-d'équipage, sur un bâtiment de commerce de trente hommes au moins d'équipage; & qui auront reçu

(3)

de leurs Capitaines un certificat de capacité , ne pourront être appelés au service de l'Etat dans une qualité inférieure à celle de Quartier-maître.

IX. Le Commandant du vaisseau choisira pour le service de Gabier , parmi les Matelots , ceux qu'il y jugera les plus propres , & il sera attribué un supplément de paye à ceux qui seront spécialement chargés de ce service , seulement pendant le temps qu'ils le rempliront.

X. Il y aura quatre grades d'Officiers-mariniers de manoeuvres : premier Maître , second Maître , Contre-maître & Quartier-maître ; trois payes dans le premier de ce grade , deux dans le second & dans le troisieme , & six dans le quatrieme.

XI. Nul ne pourra être fait Quartier-maître , s'il n'a fait douze mois de service en qualité de Gabier , sauf l'exception portée dans l'article VIII.

XII. Nul Officier-marinier ne pourra parvenir dans chaque grade , d'une paye à l'autre , qu'après avoir navigué au moins six mois dans la paye immédiatement inférieure , ni passer d'un grade à un autre , qu'après avoir été employé six mois à la haute paye du grade inférieur.

XIII. Il y aura pour les gens classés trois grades d'Officiers-mariniers de canonage , Maîtres , seconds Maîtres & Aides-canoniers ; & trois payes dans le premier grade , quatre dans le second , six dans le troisieme.

XIV. Ne pourront être admis comme Matelots-canoniers , que ceux qui auront été dans les écoles , ou qui s'étant instruits ailleurs , se seront présentés à l'examen du Maître canonier d'un des Départemens , & en auront reçu un certificat d'instruction.

XV. Ne pourront être fait Aides-canoniers , que ceux qui auront deux ans de service en qualité de Matelots-canoniers

sur les vaisseaux de l'Etat, ou dans les écoles des ports.

XVI. Il y aura trois grades dans chaque classe d'ouvriers, Maîtres, seconds Maîtres & Aides; trois payes dans le premier grade, quatre dans le second, six dans le troisieme.

XVII. Nul ouvrier ne pourra être fait Aide, qu'il n'ait trois ans de service pour l'Etat, dont une année au moins de navigation, & pour les deux années restantes, le temps de service dans les ports ne sera compté que pour moitié de sa durée effective.

XVIII. Il sera accordé un supplément de paye aux ouvriers qui justifieront, par un certificat du Directeur des constructions, qu'ils réunissent les deux professions de Calfat & de Charpentier.

XIX. Il y aura trois payes de Pilotes-côtiers; les Pilotes-côtiers ne pourront passer d'une paye à l'autre, qu'ils n'ayent fait trente mois de navigation dans la paye inférieure.

XX. Il sera accordé des supplémens de solde à tous les premiers Maîtres & au Pilote-côtier de chaque vaisseau. Ces supplémens seront réglés suivant la force des vaisseaux, & la classe à laquelle appartiendra le premier maître: ils ne seront payés que pendant la durée des campagnes, sans que les Maîtres qui en auront joui puissent y prétendre, lorsqu'ils seront embarqués sur des bâtimens inférieurs.

XXI. Il y aura huit payes de Timoniers: ceux de la plus haute, auront le titre de Chefs de la timonerie. La paye sera graduée de la premiere à la derniere: ceux de la plus basse, ne pourront être pris que parmi les Matelots qui auront au moins vingt-quatre mois de navigation en qualité de Matelots, & qui auront fait preuve de capacité par un service de six mois au moins à la timonerie sur les vaisseaux de l'Etat; ils ne pourront passer d'une paye à l'autre, qu'après avoir fait au moins

(5)

douze mois de navigation dans la paye immédiatement inférieure.

XXII. Les Matelots qui ayant navigué trente mois à la haute paye sur les vaisseaux de l'Etat, n'auront point été faits Officiers-mariniers ou timoniers, pourront être employés en qualité de Matelots vétérans.

XXIII. Il y aura deux payes de Vétérans: on ne pourra être élevé d'une paye à l'autre, qu'après dix-huit mois au moins de navigation sur les vaisseaux de l'Etat dans la paye inférieure.

XXIV. Pour toutes les augmentations de paye & les avancements de grades, chacun des officiers de l'état-major des principaux maîtres, fera la liste de ceux dont il proposera l'avancement. Chaque liste ne pourra comprendre un plus grand nombre de sujets que celui dont l'avancement pourra être ordonné. Le Capitaine ne pourra choisir que parmi le sujets proposés sur ces listes, ceux qu'il destina à être avancés.

XXV. Tout Commandant de vaisseau de l'Etat, après un an de campagne, & au retour de chaque campagne, fera une revue de tous les hommes de son équipage; & sur les listes des Officiers de l'état-major & des maîtres, désignera ceux qu'il jugera dignes d'avancement: il en fera dressé procès-verbal, enregistré sur les deux rôles. La paye sera accordée du moment de cette revue; mais, à l'exception des promotions faites en remplacement des places vacantes, ceux qui auront été avancés en grade ne pourront, sous ce prétexte, cesser de remplir leurs premières fonctions.

XXVI. Les avancements de grades autorisés par l'article précédent, après un an de campagne, ne pourront jamais être portés en totalité qu'au douzième au plus du nombre des hommes de l'équipage du vaisseau, pris indistinctement suivant

te mérite des sujets dans toutes les classes de l'équipage , & sans être assujettis à aucune proportion entre elles ; & dans les cas de campagne d'un moindre temps , les avancements seront réduits en proportion : les avancements en paye pourront être du double seulement.

XXVII. Chaque Législature prononcera sur la proportion établie par l'article précédent, & l'augmentera ou diminuera suivant les besoins du service & l'état des classes.

XXVIII. Au retour dans le Port de désarmement , tout Commandant de vaisseau remettra au bureau des armemens les procès-verbaux des avancements qu'il aura faits. Le Commissaire vérifiera si le temps & les services des hommes avancés sont conformes aux regles prescrites par les précédens articles , & n'admettra que les avancements conformes à ces regles.

XXIX. Il n'y aura pas d'autres grades d'Officiers-mariniers que ceux établis par les précédens articles , & ils exerceront toutes les parties du service que le Capitaine leur confiera , soit à bord , soit dans les chaloupes & canots , sans qu'ils puissent s'y refuser ni prétendre aucun supplément.

Mandons & ordonnons à tous les Tribunaux , Corps administratifs & Municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs Reforts & Départemens respectifs , & exécuter comme loi du Royaume. Mandons & ordonnons pareillement aux Commandans des Ports & Arsenaux , aux Commandans des Escadres , Vaisseaux & autres bâtimens de guerre , aux Intendans & Ordonnateurs de la Marine & à tous autres qu'il appartiendra , de s'y conformer , & de tenir la main à leur exécution , chacun en ce qui le concerne. En foi de quoi

(7)

Nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. A Paris, le septième jour du mois de Janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-onze, & de notre règne le dix-septième. Signé LOUIS. Et plus bas, M. L. F. DU PORT. Et scellées du Sceau de l'Etat.

Transcrite sur les Registres de l'Administration du Département du Var, ouï sur ce M. le Procureur-général-Syndic, pour, à sa diligence, être publiée en cette Ville de Toulon, par Placards imprimés & affichés, & envoyée aux Administrations de Districts du Département, pour, à la diligence des Procureurs-Syndics, la faire transcrire sur leurs Registres, déposer dans leurs Archives & publier dans la Ville où elles sont établies, par Placards imprimés & affichés, & l'envoyer, dans le plus bref délai, aux Municipalités de leur ressort, qui dresseront sur leur Registre Procès-verbal de sa réception, la rassembleront avec les autres loix en forme de Registre, & la feront publier par affiches dans leurs territoires & en outre, à l'égard des Municipalités de campagne, par la lecture publique à l'issue de la Messe paroissiale. Enjoint aux Administrations de District de certifier le procureur-Général-Syndic, dans le délai de quinzaine, tant de la transcription & publication par elles faites que de l'envoi aux Municipalités de leur arrondissement, & aux Municipalités de certifier le Procureur-Syndic de leur District dans le délai de huitaine, tant de la réception que de la mention faite sur leurs Registres & de la publication. Fait à Toulon le 14 Fevrier 1791.

EXTRAIT des Procès-verbaux du Directoire du Département du Var. Signé PEBRE, Secrétaire-général.

DE L'IMPRIMERIE DE MALLARD
Imprimeur du Roi & du Département du Var.

